



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Deductions

Question écrite n° 22085

Texte de la question

M. Gerard Tremegge rappelle a M. le ministre du budget que les contribuables qui versent une pension alimentaire a un enfant etudiant majeur beneficent d'un avantage minimal en impot fixe a 4 000 francs, sans pouvoir toutefois exceder 35 p. 100 des sommes versees (CGI, art. 156-II-2/). La loi n'opere aucune distinction pour l'application de cette mesure entre les familles dont l'impot est calcule uniquement d'apres le bareme progressif ou, en tout ou partie, d'apres le taux proportionnel applicable a certaines plus-values. Il lui demande en consequence, de bien vouloir confirmer que l'avantage minimal peut s'imputer sur l'impot total du par le contribuable, y compris lorsque cet impot est calcule uniquement au taux proportionnel.

Texte de la réponse

Conformement aux dispositions de l'article 156-II-2/ du code general des impots, les pensions alimentaires constituent une charge deductible du revenu global soumis au seul bareme progressif de l'impot sur le revenu. L'avantage minimal qui resulte de la deduction d'une pension versee a un enfant majeur inscrit dans l'enseignement superieur ne peut donc etre attribue si le contribuable ne dispose que de revenus uniquement imposables a un taux proportionnel.

Données clés

Auteur : [M. Tremegge Gérard](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 22085

Rubrique : Impot sur le revenu

Ministère interrogé : communication

Ministère attributaire : communication

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 19 décembre 1994, page 6251

Réponse publiée le : 24 avril 1995, page 2182